

pour la Grève Générale illimitée

mardi 11 juin 2019, par [Jean-Luc Pigeon](#)

A l'heure où le gouvernement Macron/Philippe/Castaner s'attaque à plus de deux cents ans d'acquis sociaux et démocratiques, la question qui se pose au mouvement des Gilets Jaunes est : "Que Faire ?"

Après plus de six mois de présence sur les Ronds-points, de manifestations tous les samedis et d'actions de blocages des industries pétrochimiques et de grandes distributions, ce mouvement même s'il est largement soutenu par une grande majorité du peuple de France a besoin d'un grand renouveau.

L'espoir de voir les organisations syndicales suivre leur base et mettre les syndiqués ainsi que les salariés en action pour défendre leurs revendications tarde à poindre et ce malgré le développement de luttes sectorielles très fortes comme dans les hôpitaux publics etc...

Les Gilets Jaunes ne fonctionnant pas de façon verticale et hiérarchique comme les organisations syndicales et politiques mais de façon horizontale donc démocratique.

la question se pose de savoir si les Gilets Jaunes doivent s'adresser directement aux travailleurs de façon à ce que ceux-ci submergent la paralysie instaurée depuis bien trop longtemps par des appareils syndicaux devenus tellement réformistes que seul intéresse la place de permanent, les indemnités et rémunérations qui vont avec et bien d'autres choses dont nous ne parlerons pas dans cet article.

L'unité du peuple de France pour la défense des services publics, du droit au logement, à la santé, à de justes salaires et de minima sociaux ainsi que la nécessité d'obtenir une démocratie réelle au travers du RIC.

Nous rappelons ici, les revendications des Gilets Jaunes :

Zéro SDF : URGENT.

Impôt sur le revenu davantage progressif (plus de tranches).

SMIC à 1300 euros net.

Favoriser les petits commerces des villages et centre-villes. (Cesser la construction des grosses zones commerciales autour des grandes villes qui tuent le petit commerce) + de parkings gratuits dans les centre-villes.

Grand Plan d'Isolation des logements. (faire de l'écologie en faisant faire des économies aux ménages).

Que les GROS (Macdo, Google, Amazon, Carrefour...) payent GROS et que les petits (artisans, TPE, PME) payent petit.

Même système de sécurité sociale pour tous (y compris artisans et autoentrepreneurs). Fin du RSI.

Le système de retraite doit demeurer solidaire et donc socialisé. (Pas de retraite à points).

Fin de la hausse des taxes sur le carburant.

Pas de retraite en dessous de 1 200 euros.

Tout représentant élu aura le droit au salaire médian. Ses frais de transports seront surveillés et remboursés s'ils sont justifiés. Droit au ticket restaurant et au chèque vacances.

Les salaires de tous les Français ainsi que les retraites et les allocations doivent être indexés à l'inflation.

Protéger l'industrie française : interdire les délocalisations. Protéger notre industrie c'est protéger notre savoir-faire et nos emplois.

Fin du travail détaché. Il est anormal qu'une personne qui travaille sur le territoire français ne bénéficie pas du même salaire et des mêmes droits. Toute personne étant autorisée à travailler sur le territoire français doit être à égalité avec un citoyen français et son employeur doit cotiser à la même hauteur qu'un employeur français.

Pour la sécurité de l'emploi : limiter davantage le nombre de CDD pour les grosses entreprises. Nous

voulons plus de CDI.

Fin du CICE. Utilisation de cet argent pour le lancement d'une Industrie Française de la voiture à hydrogène (qui est véritablement écologique, contrairement à la voiture électrique.)

Fin de la politique d'austérité. On cesse de rembourser les intérêts de la dette qui sont déclarés illégitimes et on commence à rembourser la dette sans prendre l'argent des pauvres et des moins pauvres mais en allant chercher les 80 milliards de fraude fiscale.

Que les causes des migrations forcées soient traitées.

Que les demandeurs d'asile soient bien traités. Nous leur devons le logement, la sécurité, l'alimentation ainsi que l'éducation pour les mineurs. Travaillez avec l'ONU pour que des camps d'accueil soient ouverts dans de nombreux pays du monde, dans l'attente du résultat de la demande d'asile.

Que les déboutés du droit d'asile soient reconduits dans leur pays d'origine.

Qu'une réelle politique d'intégration soit mise en oeuvre. Vivre en France implique de devenir français (cours de langue française, cours d'Histoire de la France et cours d'éducation civique avec une certification à la fin du parcours).

Salaire maximum fixé à 15 000 euros.

Que des emplois soient créés pour les chômeurs.

Augmentation des allocations handicapés.

Limitation des loyers. + de logement à loyers modérés (notamment pour les étudiants et les travailleurs précaires).

Interdiction de vendre les biens appartenant à la France (barrages, aéroports...)

Moyens conséquents accordés à la justice, à la police, à la gendarmerie et à l'armée. Que les heures supplémentaires des forces de l'ordre soient payées ou récupérées.

L'intégralité de l'argent gagné par les péages des autoroutes devra servir à l'entretien des autoroutes et routes de France ainsi qu'à la sécurité routière.

Le prix du gaz et l'électricité ayant augmenté depuis qu'il y a eu privatisation, nous voulons qu'ils redeviennent publics et que les prix baissent de manière conséquente.

Fin immédiate de la fermeture des petites lignes ferroviaires, des bureaux de poste, des écoles et des maternités.

Apportons du bien-être à nos personnes âgées. Interdiction de faire des bénéfices sur les personnes âgées. L'or gris, c'est fini. L'ère du bien-être gris commence.

Maximum 25 élèves par classe de la maternelle à la terminale.

Des moyens conséquents apportés à la psychiatrie.

Le Référendum populaire doit entrer dans la Constitution. Création d'un site lisible et efficace, encadré par un organisme indépendant de contrôle où les gens pourront faire une proposition de loi. Si cette proposition de loi obtient 700 000 signatures, alors cette proposition de loi devra être discutée, complétée, amendée par l'Assemblée Nationale qui aura l'obligation, (un an jour pour jour après l'obtention des 700 000 signatures) de la soumettre au vote de l'intégralité des Français.

Retour à un mandat de 7 ans pour le Président de la République. (L'élection des députés deux ans après l'élection du Président de la République permettait d'envoyer un signal positif ou négatif au président de la République concernant sa politique. Cela participait donc à faire entendre la voix du peuple.)

Retraite à 60 ans et pour toutes les personnes ayant travaillé dans un métier usant le corps (maçon ou désosseur par exemple) droit à la retraite à 55 ans.

Un enfant de 6 ans ne se gardant pas seul, continuation du système des aides PAJEMPLOI jusqu'à ce que l'enfant ait 10 ans.

Favoriser le transport de marchandises par la voie ferrée.

Pas de prélèvement à la source.

Fin des indemnités présidentielles à vie.

Interdiction de faire payer aux commerçants une taxe lorsque leurs clients utilisent la carte bleue. -Taxe sur le fuel maritime et le kérosène.